



## Unitaires et actifs, actifs et unitaire : on doit y arriver

Les 5 300 manifestants du 1<sup>er</sup> mai dans le département à l'appel de l'intersyndicale interprofessionnelle sont un bon chiffre au regard de l'ampleur de la plupart des autres cortèges revendicatifs du 1<sup>er</sup> mai en France.

Ce chiffre est cependant inférieur à celui de l'année dernière. Mais surtout, il est nettement inférieur à celui de la manifestation du 23 mars dernier.

Le patronat européen, la droite européenne, les financiers mondialisés, les divers gouvernements et en particulier celui de notre pays, le président de la République et, malheureusement, quelques autres forces politiques et syndicales qui devraient défendre plutôt les intérêts des salariés, des petits paysans, des chômeurs, des retraités, tout ce monde mondialisé se retrouve pour participer au grand effroi grec. 75 % des Français estimaient le 29 avril dans un sondage que notre pays pourrait connaître une situation de crise semblable à celle de la Grèce.

Que se passe-t-il effectivement dans les informations données sur ce problème ?

Le conseil de l'Europe, la banque mondiale, les institutions chargées de prêter (à 5 %) à la Grèce des milliards empruntés (à 1 %) insistent toutes, de façon approbative, sur les conditions que, par déférence pour l'archonte grec du 7<sup>ème</sup> siècle avant Jésus-Christ qui fut le premier à fixer les lois par écrit, on ne qualifiera pas de draconiennes.

Ces conditions léonines visent en apparence à réduire de 10 % le déficit public grec. Elles visent en fait à engager de façon plus fatale le processus de la phase suivante de la destruction de notre modèle social : Voyez, braves gens de France, ce que les Grecs sont contraints d'accepter pour satisfaire les agences de notation. Si nous ne voulons pas aboutir à la même dégradation de notre notation, il va bien falloir accepter quelques « efforts ».

Quels sont les « efforts » qu'on tente d'imposer au peuple grec ?

Baisse phénoménale des salaires dans la Fonction Publique. Non remplacement d'un départ à la retraite sur 5. Hausse vertigineuse de la TVA. Augmentation de taxes sur la consommation. Allongement sidérant de la durée de cotisation pour accéder à la retraite, âge d'accession à la retraite fixé à 67 ans. Disparition de nombreuses missions de service public. Etc..

Quels sont les efforts demandés, même poliment, aux responsables de la crise ? Quelle est la part de la plus value restituée aux travailleurs et reprise aux banquiers, aux spéculateurs, aux propriétaires des grands moyens de production et d'échange, à leurs conseils d'administration, aux actionnaires ?

Rien.

Ilias Iliopoulos, le secrétaire général d'AEDDY, le syndicat grec de la Fonction Publique, remarque que ces nouvelles exigences du monde libéral avancé s'ajoutent « à la potion déjà injectée par le gouvernement socialiste grec ces dernières semaines ». Il ajoute : « Nous avons constaté qu'on se trouve en face d'un accord déjà conclu en dehors des Grecs. »

Il estime « que ce remède pire que le mal va en fait alimenter la récession ».

Au-delà des coups portés à nos camarades salariés grecs, espagnols, portugais, italiens, des cochons pour les élégants idéologues du « libéralisme », ce qui se joue dans cette représentation néo-tragique grecque, c'est l'accoutumance aux coups portés et la préparation à ceux qui doivent être encore portés. Pour que cette politique folle et destructrice puisse être poursuivie, pour que les taux de profit des capitaux ne baissent pas, pour que la crise, décidément, ait toutes les « chances » de ne pas pouvoir être résolue.

Il est indispensable que nous, syndicalistes de la Fonction Publique, remarquions que les coups principaux sont portés sur les fonctionnaires, sur les missions de service public, sur les retraites.

En France, cette tragédie est diffusée sur fond d'offensive présidentielle, gouvernementale et patronale sur les retraites.

Il est indispensable de parvenir à construire une réponse syndicale la plus large et la plus unitaire possible face à la propagande.

Il faut éviter, comme dans les épisodes précédents, le décrochage entre le secteur public et le secteur privé, entre les retraites et les salaires.

Malgré les difficultés importantes qui subsistent pour construire ce front syndical convergent, la FSU, et en particulier notre courant de pensée, doit activer au maximum le U de son sigle. C'est ce que nous disons depuis des mois, voire des années. Sans y parvenir. Mais c'est la seule condition pour qu'un discours syndical convergent ait quelque chance de dominer le discours de propagande du patronat et du gouvernement, d'inciter les forces politiques de gauche à faire des propositions convaincantes, de répondre enfin et surtout aux exigences des salariés, des travailleurs en général, des chômeurs, des retraités. La rencontre intersyndicale de la semaine prochaine sera importante de ce point de vue.

En ce sens, la création, la semaine dernière à Pau et à Bayonne, du collectif unitaire de défense des retraites, doit permettre de rassembler autour de ces exigences toutes celles et tous ceux qui veulent une autre logique, une autre société, des retraites décentes tout simplement.

Il faut vraiment comprendre que, pour parvenir à ce but dont de plus en plus de monde prend conscience de l'importance fondamentale pour notre modèle social, pour les missions de service public, pour le statut de la Fonction Publique, pour les retraites et pour le simple niveau de vie de l'immense majorité de la population, il faut que nous opérions une évolution très grande de notre travail syndical, partout et à tous les niveaux, un effort complètement nouveau et volontariste de notre travail unitaire.

Les salariés qui s'étaient mobilisés très nombreux le 23 mars ont exprimé, par leur absence dans les défilés du 1<sup>er</sup> mai, une perte de confiance dans la possibilité des syndicats de construire l'alternative que tous souhaitent ardemment et attendent. Notre responsabilité est extrêmement grande.

Il faut que nous parvenions à donner aux citoyens la capacité de réagir positivement, dans une action à l'aboutissement de laquelle ils croient. Il faut montrer encore plus l'absurdité des traités européens qui conduisent droit dans le mur. Il faut montrer et dénoncer ce que constatent, encore impuissants, de plus en plus de salariés : l'inégalité de distribution des richesses qu'ils produisent, l'accroissement indécent de cette inégalité. Il faut montrer, surtout, qu'il est possible et indispensable de faire autrement.

Comme le souligne le communiqué du 1<sup>er</sup> mai de la FSU : « Ces évolutions sont nécessaires et possibles. D'autres mobilisations seront très rapidement indispensables ».

On n'a vraiment pas de temps à perdre : pendant ces hésitations, la casse continue.